



**Communiqué
Pour diffusion immédiate**

Intégration des élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage : un dossier prioritaire pour la FAE

La FAE, fière partenaire de la coalition « Pour une intégration réussie »

Montréal, le 10 mars 2011 – La Fédération autonome de l'enseignement (FAE) est heureuse de s'associer à différents partenaires dans le cadre de la mise sur pied de la coalition « Pour une intégration réussie ». Cette coalition a pour objectifs de sensibiliser la population aux problèmes liés à l'intégration, telle qu'elle se pratique actuellement, des élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (EHDA) et de s'assurer que le gouvernement respecte ses engagements à l'égard des élèves en difficulté et des autres élèves. Cette coalition est ouverte à toute personne ou organisation qui adhère aux principes qu'elle met de l'avant.

Il est grand temps d'agir!

En 1995-1996, les États généraux sur l'éducation privilégiaient la poursuite du mouvement d'intégration des élèves HDAA en classe ordinaire, conditionnellement à l'existence, en amont, d'un processus d'identification des difficultés et des besoins des élèves et, en aval, des mesures et des services de soutien à déployer. Or, quinze ans plus tard, les constats sont alarmants, comme en ont témoigné plusieurs partenaires de l'éducation le 25 octobre dernier, lors de la *Rencontre sur l'intégration des élèves handicapés ou en difficulté*. En effet, l'application désordonnée de la politique de l'adaptation scolaire (1999), qui mise sur l'inclusion dans la classe ordinaire sans services adéquats des élèves en difficulté compromet leur intégration et a des impacts négatifs sur la réussite scolaire de tous les élèves. Cette situation crée, de plus, une pression induite sur les différents personnels encadrant ces élèves, affectant particulièrement la santé physique et psychologique, ainsi que la capacité d'enseigner du personnel enseignant. Ceci n'est pas sans conséquence sur la capacité de l'école publique à répondre à sa mission. Pour la FAE, il faut revoir le modèle actuel d'intégration, notamment en instaurant des mécanismes de prévention et d'intervention précoce qui, en permettant d'agir rapidement pour corriger les difficultés identifiées, constituent la clé de toute insertion scolaire et de la réussite éducative du plus grand nombre.

À l'instar des autres partenaires de la coalition « Pour une intégration réussie », la FAE croit qu'il est grand temps d'agir!

La FAE croit qu'on peut réellement surmonter les difficultés

« Soyons clairs! La FAE ne s'oppose pas à l'intégration. Nous considérons toutefois que la responsabilité d'instruire tous les élèves incombe à l'école comme institution, mais pas nécessairement à la classe ordinaire. Tout ne peut passer par la classe. Le premier ministre Charest affirmait lui-même en avril 2010 que " le temps est maintenant venu de s'interroger sur le modèle d'intégration appliqué et sur les résultats obtenus " et la précédente ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, reconnaissait qu'il y avait là des situations inhumaines.

...2

Pour la FAE et de nombreux intervenants, l'intégration ne peut continuer comme elle se pratique actuellement et ne peut surtout pas reposer sur les seules épaules des profs », a déclaré le président de la FAE, Pierre St-Germain.

La FAE croit qu'on peut réellement surmonter les difficultés vécues depuis plus de dix ans par les élèves et par le personnel enseignant, mais qu'il faut une volonté politique de corriger le tir. Le gouvernement doit écouter la population. Un sondage¹, rendu public l'automne dernier par la FAE, dévoilait que 97 % des parents souhaitaient que les enseignantes et enseignants aient davantage de soutien pour accompagner ces élèves. Plus récemment, à la suite de la vaste campagne publicitaire que nous avons lancée sur la situation des élèves en difficulté, un autre sondage² effectué dans la grande région métropolitaine démontrait que 94 % de la population était d'accord avec le message véhiculé par ces publicités à l'effet que le gouvernement devrait aider davantage les élèves en difficulté. L'ajout de ressources est essentiel.

« La naissance aujourd'hui de cette coalition démontre que nous ne sommes pas les seuls à croire qu'il y a urgence d'intervenir. Le statu quo n'est pas acceptable et force plusieurs parents à payer les services au privé parce qu'ils ne sont pas présents ou suffisants à l'école. On ne peut plus continuer de la sorte et demeurer inactif. Adhérer à cette coalition, c'est exprimer à quel point les dossiers de l'intégration et de l'éducation nous tiennent à cœur. Il faut des ressources additionnelles pour répondre aux besoins de tous les élèves et pour soutenir efficacement les profs. À une semaine du dépôt du budget, le gouvernement a encore le temps de prévoir les sommes nécessaires pour donner à la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, M^{me} Line Beauchamp, la marge de manœuvre financière qui lui permettra d'apporter de véritables correctifs », a ajouté Pierre St-Germain.

Passer de la parole aux actes

Au terme de la première rencontre avec les partenaires en éducation, le 25 octobre dernier, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a reconnu l'importance d'apporter des correctifs et a précisé que « l'échec n'est pas une option ». En joignant les rangs de la coalition, la FAE souhaite que le gouvernement passe de la parole aux actes et apporte les correctifs pour revoir le modèle d'intégration afin qu'il favorise la réussite éducative de tous les élèves.

Le soutien aux EHDA passe par quatre grands axes d'intervention

La plateforme pédagogique élaborée par la FAE sur l'intégration des EHDA propose plusieurs solutions pour parvenir à une intégration véritablement réussie, une approche rigoureuse basée sur l'expérience des enseignantes et des enseignants.

« Il faut mettre la priorité sur la prévention et l'intervention précoce. Cette approche permet de faire du dépistage et d'identifier les difficultés des élèves afin qu'ils reçoivent des services d'appui en fonction de leur réalité. Le choix d'intégrer un élève en difficulté ou de l'aider en classe spécialisée doit se faire en tenant compte des conditions préalables existantes. Ce choix doit être fait dans l'intérêt de tous les élèves et doit tenir compte de son impact sur les conditions d'exercice des enseignantes et enseignants concernés. Le gouvernement ne doit pas hésiter à faire de l'éducation, la priorité nationale, à valoriser et à investir dans l'École Publique. Il faut des actions concrètes. Pour ce faire, il lui faudra, entre autres, augmenter les budgets réservés aux services directs aux élèves afin de combler l'ensemble de leurs besoins. Le cri du cœur de cette coalition, c'est qu'il faut cesser de tergiverser et agir maintenant si on croit toujours au principe du respect de l'égalité des chances. Nous invitons toutes les

personnes et tous les organismes qui partagent ce point de vue à apporter leur soutien à la coalition en y adhérant », a conclu M. St-Germain.

La FAE regroupe neuf syndicats de l'enseignement qui représentent quelque 32 000 enseignantes et enseignants (le tiers du personnel enseignant au Québec) du préscolaire, du primaire, du secondaire, du milieu carcéral, de la formation professionnelle et de l'éducation des adultes ainsi que le personnel scolaire des écoles Peter Hall et du Centre académique Fournier.

– 30 –

Source : Fédération autonome de l'enseignement
Renseignements : Armand Dubois, conseiller aux communications
514 666-7763, poste 296 - bureau
514 910-1754 – cellulaire

-
1. Sondage Léger Marketing réalisé du 7 au 15 octobre 2010 auprès d'un échantillon représentatif de 501 parents d'enfants du préscolaire, du primaire ou du secondaire et fréquentant l'école publique.
 2. Sondage Léger Marketing réalisé du 4 au 11 février 2011 auprès d'un échantillon représentatif de 1000 Québécois(es), âgé(e)s de 18 ans ou plus et pouvant s'exprimer en français.